



# Le 29 janvier : être plus forts ensemble Pour gagner partout sur les revendications !

C'était il y a encore quelques mois. La crise ne faisait encore que couvrir sous la cendre d'un capitalisme jovial et triomphateur. L'heure était plus que jamais au moins d'état et à l'individu seul et unique, ne gagnant que ce qu'il méritait.

Chez les libéraux, engouffrés pour la plupart dans les doctrines dogmatiques du Sarkozisme, être moderne c'était mettre le social aux oubliettes, renvoyer les outils de solidarité sociale que sont les services publics aux rayons poussiéreux d'une bibliothèque et faire passer encore et toujours les agents publics qui les font vivre au quotidien, comme des dangereux profiteurs incapables de s'organiser correctement pour faire le travail en coûtant moins cher.

On allait voir ce qu'on allait voir ! La solution était dans le recul de l'intervention publique pour laisser toujours plus de place à la sphère marchande, seule censée pouvoir réguler les sociétés, dans les privatisations larvées ou non, dans les cadeaux aux plus riches avec le paquet fiscal, dans la sinistre RGPP qui liquide les missions, les emplois par milliers, dans la mise en pièces du statut général des fonctionnaires, dans la strangulation de l'éducation nationale, l'asphyxie pour la santé et les hôpitaux, etc.

La crise arriva qui vit, en un tour de main, le gouvernement, trouver des milliards d'euros alors qu'il déclarait les caisses désespérément vides quelques jours auparavant pour satisfaire les besoins sociaux.

Mais l'appel au secours des banques, des banquiers, des grands patrons et actionnaires, en tous points responsables du désastre, nécessitait cette mobilisation sans précédent des légions gouvernementales sponsorisées par le MEDEF.

De l'emploi, des salaires, des conditions de vie et de travail, on ne parla point, ou si peu. Pour ces gens là, Monsieur, l'essentiel est ailleurs.

L'Etat est donc de retour... pour les plus riches ! Et sur le dos du plus grand nombre que gouvernement et patronat vouent à être les principaux payeurs de leurs dégâts.

**Argent public pour la finance, plans sociaux, licenciements, aggravation des conditions de vie pour les salariés, voilà le bon partage pour sortir de la crise selon le Président de la République et sa majorité.**

Et c'est pour satisfaire leurs mandataires qu'ils mettent les bouchées doubles afin imposer leurs réformes destructrices. La surdité aux exigences sociales, la répression policière et judiciaire contre tous ceux qui les expriment quand ce n'est pas la provocation à leur égard, vont de pair avec cette démarche.

**Dans toute la fonction publique, la même logique régressive a l'œuvre**

**Dans toute la fonction publique**, c'est donc cette logique qui est à l'œuvre avec la RGPP. Les restructurations n'ont d'autre but que de liquider de l'emploi public. C'est devenu dans tous les secteurs une véritable obsession qui dégrade tout à la fois la qualité des missions et les conditions de travail des agents.

L'attaque en règle contre leurs droits et garanties collectives, contre leur statut, accompagne cette entreprise et relève d'une seule volonté : isoler les agents pour les contraindre à courber l'échine, les mettre en concurrence pour en tirer le plus grand rendement au moindre coût.

C'est à cet objectif que répondent entre autres le projet de loi sur la mobilité, la prime de fonction et de résultat ou la suppression de la notation pour ne laisser place qu'à un entretien individuel.

**A la DGFIP, la démarche est évidemment de même nature**

La CGT, ne cesse de dénoncer la fusion et ses conditions de mise en œuvre. Elle refuse une politique de suppressions massive d'emplois qui conduit inéluctablement à la fragilisation des missions !

Certaines d'entre elles sont d'ores et déjà la cible de lourdes évolutions à venir : la gestion des collectivités locales, l'hôpital, les OPHLM, les services de la paie, des pensions, l'informatique, le contrôle fiscal, le service public foncier, sont en danger, menacés par la création d'agences comptables pour les uns ou d'externalisation pour les autres.

Regrouper toujours plus les structures, notamment par la dévitalisation des plus petites, pour réduire au maximum leur implantation, c'est à dire leur coût, ne conduit pas à conforter la proximité du service public. A cet égard, l'accueil fiscal présenté comme la pérennisation des trésoreries de proximité sans moyens supplémentaires et sans réelle volonté de le mettre en oeuvre ressemble à une vaste tromperie !

Les agents n'en peuvent plus de l'empilement des réformes et restructurations. La désorganisation des services est générale et la souffrance au travail, le lot commun.

La reconnaissance des qualifications, que ce soit au niveau du salaire ou du régime indemnitaire, n'est

qu'un leurre agité sous le nez des personnels au travers de campagnes de communication. A défaut de répondre aux attentes, celles-ci ont pour seule finalité de gagner la paix sociale.

Arc-boutés sur leurs réformes, sourds aux revendications, le Directeur général et son équipe jouent la temporisation sur quelques semaines mais en gardant intact l'échéancier de mise en place du guichet fiscal unifié. Le dialogue social dans la nouvelle Direction est plus vide que jamais et écarte délibérément les problèmes rencontrés et les revendications portées par les agents.

A tous les niveaux, les agents en font, jour après jour, l'amère expérience. Pétitions, motions, rencontres avec les Directions, aucune véritable réponse ne leur est donnée !

A cela, il convient d'ajouter le refus persistant de la Direction générale et de nombre de directions locales de laisser les militants syndicaux circuler librement dans tous les services de la DGFIP. Ceci est aussi hautement révélateur du niveau du dialogue social et de l'état d'esprit qui guide l'administration.

**Le 29 janvier, l'ensemble des confédérations, des syndicats, CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires et Unsa appelle à l'action, à la grève et à des manifestations pour que les salariés expriment, ensemble, leur refus de payer une crise dont ils ne sont en rien responsables, pour faire prévaloir des choix de progrès social et faire entendre leurs exigences de satisfaction des revendications.**

**A la DGFIP, nous avons toutes les raisons d'en être !**

**Confrontés aux mêmes logiques,  
c'est ensemble que nous devons dire :**

**Ça suffit ! Ecoutez et négociez !**

**Le 29 janvier tous en grève  
et dans les manifestations !**